

GUERRE EN IRAK

Revers global pour les droits humains

Index AI : MDE 14/058/2003

Embargo : 30 mars 2003 (00 h 01 TU)

Les atteintes aux droits humains liées à la guerre en Irak ne se limitent pas aux frontières de ce pays – l'impact de la guerre sur les droits humains a pu être constaté dans de nombreux pays à travers le monde, écrit Amnesty International dans un rapport rendu public ce dimanche 30 mars.

« *Il semble que des gouvernements profitent de ce que l'attention du monde entier soit tournée vers l'Irak et le théâtre des opérations pour perpétrer des violations des droits humains à l'abri des regards publics.* »

Le rapport d'Amnesty International cite des exemples montrant que dans quatorze pays, les droits humains ont subi un revers depuis le début des opérations militaires.

« *De l'Égypte aux États-Unis, de la Belgique au Soudan, les gouvernements doivent respecter les droits humains fondamentaux et ne pas utiliser la guerre en Irak comme prétexte pour porter atteinte à ces droits* », a déclaré Amnesty International.

Le rapport recense :

Des atteintes aux droits à la liberté d'expression et de réunion

Les autorités de différents pays ont tenté d'empêcher des manifestations et harcelé ou mis en détention de façon arbitraire des personnes ayant manifesté. Dans certains cas, les lois « *anti-terroristes* » ont été utilisées pour justifier ces violations.

En Belgique, depuis le début du mois de mars, plus de 450 manifestants anti-guerre ont été placés en détention administrative, une forme de détention « *préventive* » pouvant durer douze heures. Au Royaume-Uni, la loi anti-terroriste (*Terrorism Act*) a été évoquée pour accorder à la police des pouvoirs spéciaux dans certains quartiers, en particulier celui « *d'arrêter et de fouiller* » des personnes sans soupçon plausible.

Un usage excessif de la force par la police à l'encontre de manifestants anti-guerre.

Depuis le 20 mars, des millions de gens à travers le monde sont descendus dans la rue pour protester contre la guerre en Irak.

Dans sept pays, la police a fait un usage excessif de la force contre les manifestants ; dans quelques cas, il y a eu des morts - dont un enfant de onze ans. Certains manifestants ont été frappés et des milliers d'autres mis en détention de façon arbitraire. Certains des détenus ont subi de mauvais traitements ou des actes de torture.

Au Soudan, trois étudiants auraient été tués au cours de manifestations à Khartoum. En Grèce, la police anti-émeute a frappé des immigrants irakiens et emmené trente-huit d'entre eux pour un contrôle d'identité ; trois sont toujours hospitalisés suite aux blessures subies. En Turquie, la police anti-émeute a utilisé des matraques pour disperser une foule d'environ 5 000 personnes qui s'étaient rassemblées pour protester contre la guerre après la prière du vendredi, le 21 mars, devant la mosquée Beyazit.

Des restrictions du droit d'asile.

Dans de nombreuses régions du monde, les droits des demandeurs d'asile ne sont pas respectés et sont même en recul.

Dans l'Union européenne, le Danemark, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni ont gelé toute décision concernant les demandes d'asile présentées par des Irakiens. Aux États-Unis, dans le cadre d'une opération baptisée « *Bouclier de la liberté* », tout demandeur d'asile venant d'Irak et d'au moins trente-trois autres pays dont la liste n'a pas encore été communiquée et faisant une demande d'asile à son arrivée aux États-Unis peut être mis en détention.

Le rapport d'Amnesty International cite l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Égypte, l'Espagne, les États-Unis, la Grèce, la Jordanie, la Norvège, le Royaume-Uni, le Soudan, la Suède, la Turquie et le Yémen. ●

Le rapport (en anglais) d'Amnesty International peut être consulté à l'adresse <http://web.amnesty.org/recent/ai.nsf/mde140572003>

Pour tout commentaire, vous pouvez contacter les attachés de presse suivants :

- de 08h00 à 19h00 TU :

• Judit Arenas au + 44 207413 5810 ou sur son portable au + 44 7778 472 188 (en anglais ou espagnol) ;

• Teresa Richardson au + 44 207413 5554
ou sur son portable au + 44 7768 182 445 (en
anglais) ;

• Kamal Samari au + 44 207413 5831 ou
sur son portable au + 44 7778 472 126 (en
anglais, arabe ou français) ;

• Magda Wendorff-Kowalczyk au + 44
207413 5729 ou sur son portable au + 44
7778 472 173 (en anglais, allemand ou
polonais) ;

• Lydia Aroyo au + 44 207 413 5599 ou
sur son portable au + 44 77798 555 629 (en
bulgare, anglais ou russe) ;

- De 19h00 à 02h00 TU :

• Alistair Hodgett au +1 202 544 0200
poste 302 ou sur son portable au +1 703
861 7384 (en anglais) ;

- De 02h00 à 08h00 TU :

• Rebecca Lineham au + 64 21 422 562
(en anglais).

Pour obtenir de plus amples
informations sur les préoccupations et
recommandations d'Amnesty
International à propos de la guerre en
Irak, vous pouvez consulter le
site www.amnesty.org/go/iraq

Pour obtenir de plus amples
informations, veuillez contacter le Service
de presse d'Amnesty International, à
Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter
le site www.amnesty.org